

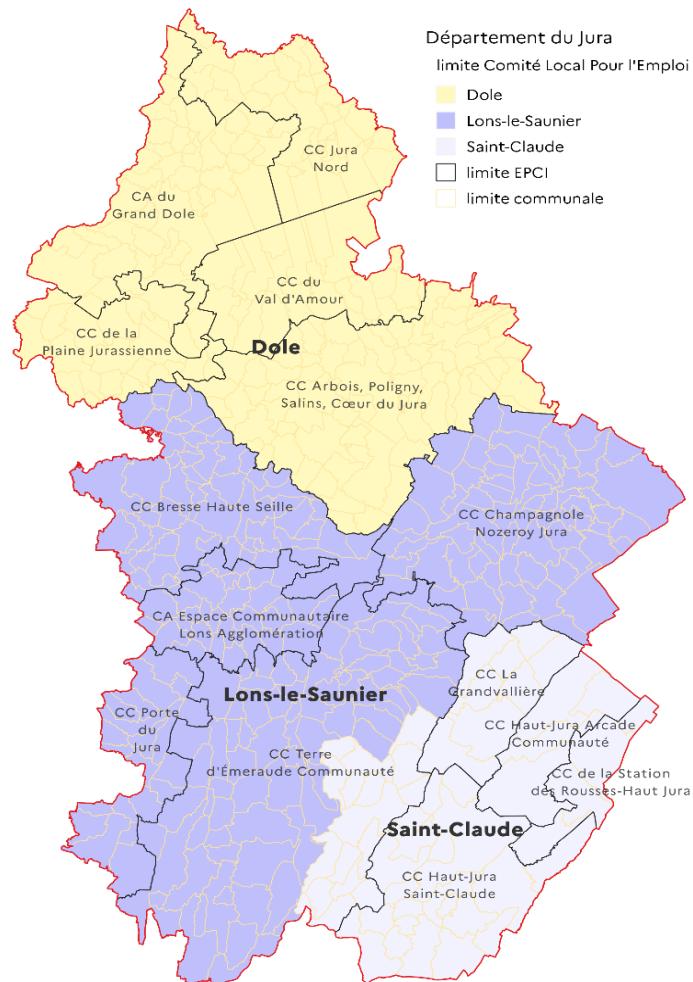
Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comités Locaux Pour l'Emploi (CLPE) du Jura

4ème trimestre 2025

La loi pour le plein emploi a instauré une nouvelle gouvernance du réseau pour l'emploi, aux niveaux **national, régional, départemental et local**. Cette gouvernance rénovée a pour vocation d'assurer la coordination, coopération et co-construction entre les acteurs de l'emploi et de l'insertion. Les comités locaux pour l'emploi (CLPE) définissent les **stratégies locales de l'emploi et les traduisent de manière opérationnelle**. Ils organisent des **partenariats** au regard des **projets territoriaux**, en lien avec l'ensemble des collectivités territoriales et notamment les communes et intercommunalités. Le préfet de département arrête les limites géographiques des comités locaux institués au sein du département en fonction des caractéristiques de chaque territoire, en concertation avec le président du conseil régional et le président du conseil départemental.

Dans le Jura, la composition des CLPE est la suivante :



Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) de Bourgogne-Franche-Comté

5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dole

Inscrits à France Travail

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

		Dole		
	T4 2025	Part	Evol. par rapport au T3 2025	Evol. par rapport au T4 2024

Inscrits tenus de rechercher un emploi :

Catégorie A (données cvs-cjo)	3 650	100 %	+6,7	+15,1
<25 ans	670	18 %	+8,1	+42,6
25-49 ans	1 960	54 %	+7,7	+8,9
50 ans et +	1 020	28 %	+5,2	+13,3
Hommes	1 920	53 %	+8,5	+17,8
Femmes	1 730	47 %	+4,8	+12,3
Catégories ABC (données cvs-cjo)	7 070	100 %	+2,2	+6,0
<25 ans	1 130	16 %	+8,7	+31,4
25-49 ans	3 970	56 %	+1,0	+0,8
50 ans et +	1 980	28 %	+1,0	+5,9
Hommes	3 400	48 %	+2,7	+6,9
Femmes	3 670	52 %	+1,4	+4,9
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	3 100	44 %	+1,0	+6,2

Inscrits non tenus de rechercher un emploi :

Catégorie D (données cvs-cjo)	440	-6,4	-6,4
Catégorie E (données cvs-cjo)	330	+0,0	-5,7
Catégorie F (données brutes)	370	/	/
Catégorie G (données brutes)	1 000	/	/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 4e trimestre 2025

3 650 demandeurs d'emploi inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre augmente de 6,7 % sur un trimestre.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une hausse de 2,2 % par rapport au trimestre précédent.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 16 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre croît de 8,7 % par rapport au trimestre précédent.

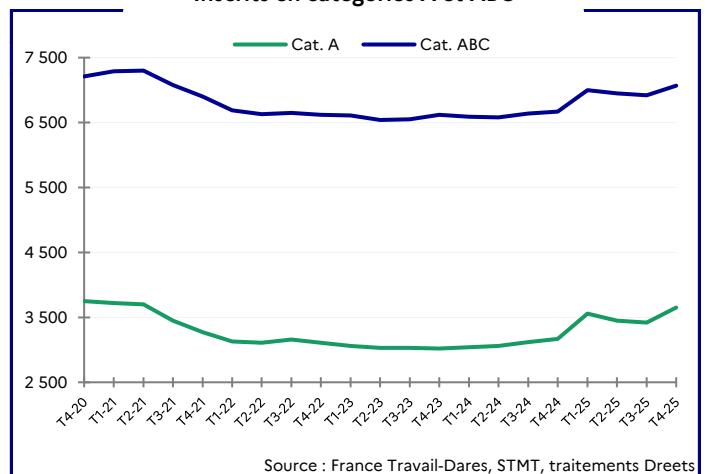
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 56 % du total. Leur nombre croît de 1,0 % par rapport au trimestre précédent.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 28 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre croît de 1,0 % par rapport au trimestre précédent.

Les DELD forment 44 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 1,0 % par rapport au trimestre précédent.

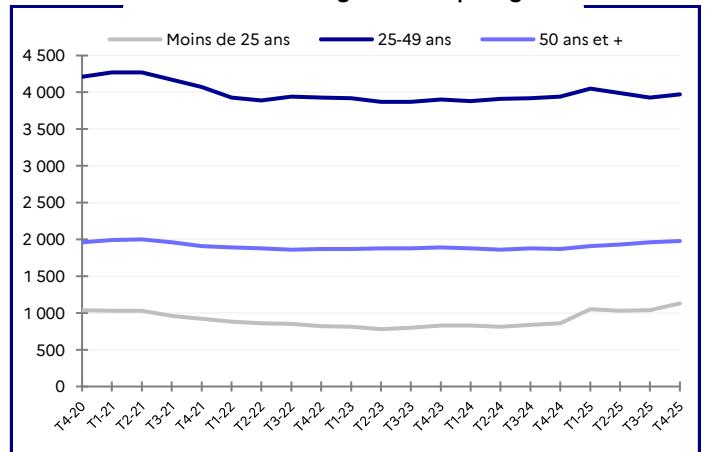
Au sein des deux catégories nouvellement créées, 370 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 1 000 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

Inscrits en catégories ABC par âge



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets



Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dole

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA) au lieu de l'établissement employeur

Dole	T4	Cumul	Evol. (en %)
	2025	2025	cumul 25/cumul 24

Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :

PEC	16	48	-35,1
-----	----	----	-------

Mesures d'accompagnement :

PACEA	81	275	+63,7
CEJ	78	277	-12,1

Alternance (secteur privé) :

Entrées en apprentissage (au 3T2025)	890	959	+2,2
--------------------------------------	-----	-----	------

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreets - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

Dole	T3		
	2025	2024	2023
Equivalent emplois à temps plein	1 250	1 320	1 460
dont			
Agriculture	0	0	0
Industrie	580	610	580
Construction	140	140	130
Commerce	130	160	240
Services	400	410	510

Guide de lecture :

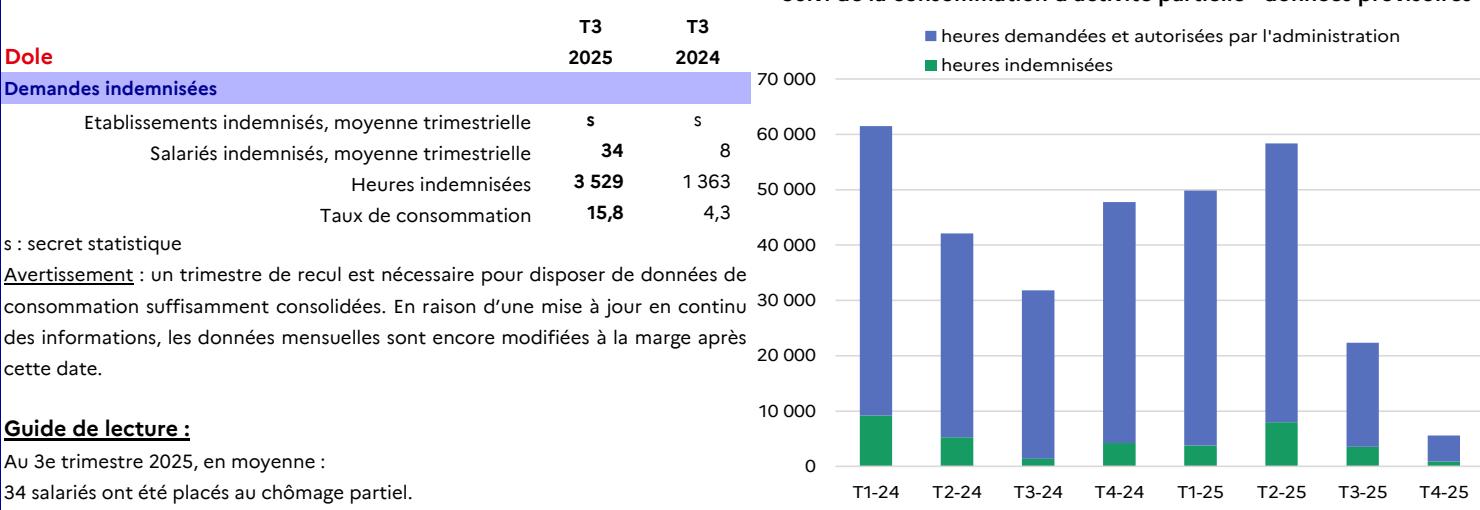
Au 3e trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 1 250 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 580 emplois (ETP), représentant environ 46 % du total. Ce nombre diminue de 5 % en un an. Le secteur des services suit avec 400 emplois (ETP), soit environ 32 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur diminue de 2 % en un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac (environ 190 ETP), transports et entreposage (environ 180 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source: DGEFP, données provisoires au 23/01/2026

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires



Dole

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

Dole	T3		T3 2024	Au 3e trimestre 2025	<u>Guide de lecture :</u>
	2025	2024			
Embauches	6 838	7 162			
Contrats signés					• Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
dont	CDD	5 687	5 905	6 838 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 324 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.	
	CDI	1 151	1 257	• Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?	
	Evol. CDD	-3,7 %	+2,3 %	Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 17 % des recrutements contre 18 % à la même période en 2024.	
	Evol. CDI	-8,4 %	-10,3 %		
Départs	7 493	7 346			• Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
Fins de CDD		5 859	5 768	5 859 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 67 % duraient moins d'un mois (69 % il y a un an à la même période).	
dont CDD <1 mois		67 %	69 %		
Ruptures de contrat		1 634	1 578	• Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?	
démissions		750	744	1 634 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 56 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.	
lic. économiques		50	7	• Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.	
fins période d'essai		241	242		
retraite		98	89	Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 46 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 6 % des ruptures, les licenciements économiques 8 %.	
rupture conventionnelle		127	148		
lic. non économiques		285	284		
autres		83	64		
Focus sur les jeunes		Focus sur les seniors		• Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?	
Embauches	Départs	Embauches	Départs	Ils représentent 44 % des embauches et 42 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 15 % ont signé un CDI.	
2 985	3 183	1 496	1 682	• La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?	
Part des jeunes dans les embauches :	Part des jeunes dans les départs :	Part des seniors dans les embauches	Part des seniors dans les départs	Parmi les jeunes ayant quitté leur entreprise 49 % occupaient un CDD inférieur à un mois.	
44 %	42 %	22 %	22 %		
Part CDI	Part CDD <1 mois	Part CDI	Part CDD <1 mois		
15 %	49 %	5 %	89 %		

Dynamique des secteurs entre 2023 et 2024

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

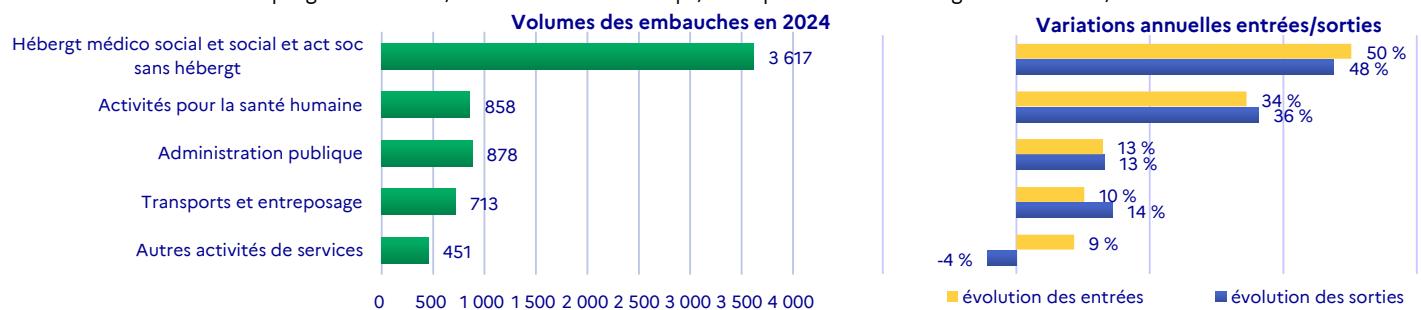
Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?

Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches dans le secteur progressent de 50,2 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 47,6 %.

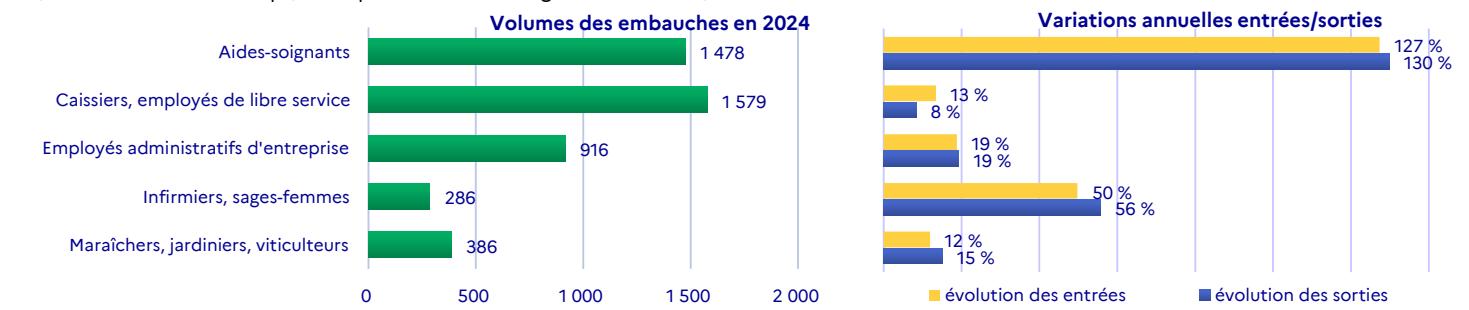


Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?

La famille de métiers "aides-soignants" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches pour ces métiers progressent de 127,4 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 129,8 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dole

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2016	2022	Evol. 2022/2016	
	En valeur	En %		
Dole	106 246	106 061	-185	-0,2
Jura	260 517	258 405	-2 112	-0,8
Région BFC	2 818 338	2 803 977	-14 361	-0,5

QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

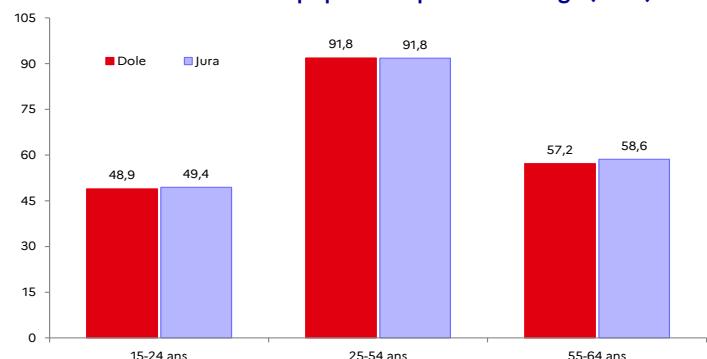
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016
	Dole	47 152	47 245	+0,2	22 773	22 989	+0,9	42 005	43 190
Jura	118 088	117 132	-0,8	56 769	56 393	-0,7	105 268	107 034	+1,7
Région BFC	1 271 663	1 262 620	-0,7	612 424	609 041	-0,6	1 109 159	1 130 545	+1,9

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2024

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étab.	Nbre sal.	Nbre étab.	Nbre sal.	Nbre étab.	Nbre sal.	Nbre étab.	Nbre sal.	Nbre étab.	Nbre sal.
Dole	2 153	6 439	421	8 480	72	6 487	6	3 009	2 652	24 414
Jura	5 616	16 793	1 094	22 056	186	16 807	12	5 206	6 908	60 863
Région BFC	54 528	163 930	11 566	232 376	2 082	199 387	201	90 414	68 377	686 106

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2024	2023	Evol. (en %)	2024	2023
Commerce, réparation automobile	4 726	4 765	-0,8	19,4	19,1
Construction	2 479	2 512	-1,3	10,2	10,1
Transports et entreposage	1 969	1 870	+5,3	8,1	7,5
Hébergement médico social et social et act soc sans hébergement	1 826	1 848	-1,2	7,5	7,4
Ind. agro-alimentaires	1 607	1 635	-1,7	6,6	6,6
Industrie chimique	1 564	1 615	-3,2	6,4	6,5
Métallurgie et fab. de produits métalliques	1 224	1 214	+0,8	5,0	4,9
Hébergement et restauration	1 198	1 234	-2,9	4,9	5,0
Act. de serv. adm. et de soutien	902	917	-1,6	3,7	3,7
Activités juridiques, comptables	846	873	-3,1	3,5	3,5
Intérim	827	1 046	-20,9	3,4	4,2
Activités pour la santé humaine	733	742	-1,2	3,0	3,0
Toutes activités	24 414	24 906	-2,0	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Lons-le-Saunier

Inscrits à France Travail

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

Lons-le-Saunier				
	T4 2025	Part	Evol. par rapport au T3 2025 T4 2024	
Inscrits tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie A (données cvs-cjo)	3 120	100 %	+2,3	+7,2
<25 ans	570	18 %	+9,6	+42,5
25-49 ans	1 680	54 %	+1,8	+3,1
50 ans et +	870	28 %	-1,1	-2,2
Hommes	1 650	53 %	+3,1	+8,6
Femmes	1 470	47 %	+1,4	+5,8
Catégories ABC (données cvs-cjo)	6 220	100 %	-0,6	+1,3
<25 ans	940	15 %	+3,3	+27,0
25-49 ans	3 500	56 %	-0,6	-1,1
50 ans et +	1 780	29 %	-2,7	-4,3
Hommes	3 030	49 %	+0,7	+2,4
Femmes	3 190	51 %	-1,5	+0,3
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	2 580	41 %	+2,0	+4,5
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie D (données cvs-cjo)	330	/	-19,5	-17,5
Catégorie E (données cvs-cjo)	490	/	-2,0	-19,7
Catégorie F (données brutes)	360	/	/	/
Catégorie G (données brutes)	840	/	/	/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 4e trimestre 2025

3 120 demandeurs d'emploi inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre augmente de 2,3 % sur un trimestre.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une baisse de 0,6 % par rapport au trimestre précédent.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 15 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre croît de 3,3 % par rapport au trimestre précédent.

Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 56 % du total. Leur nombre baisse de 0,6 % par rapport au trimestre précédent.

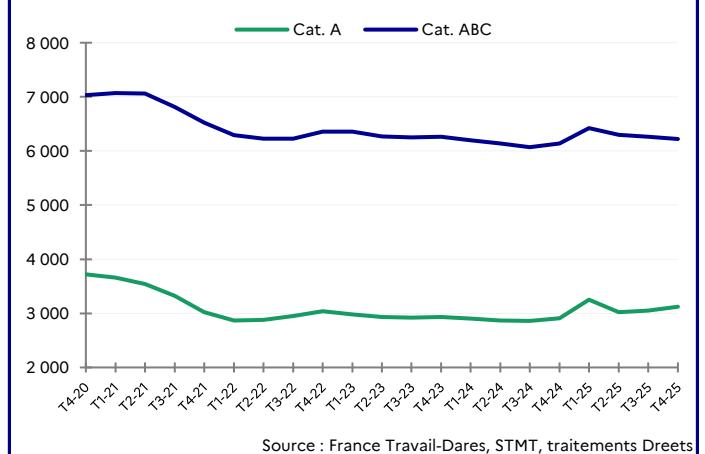
Les seniors (50 ans ou plus) représentent 29 % des demandeurs d'emploi.

Leur nombre baisse de 2,7 % par rapport au trimestre précédent.

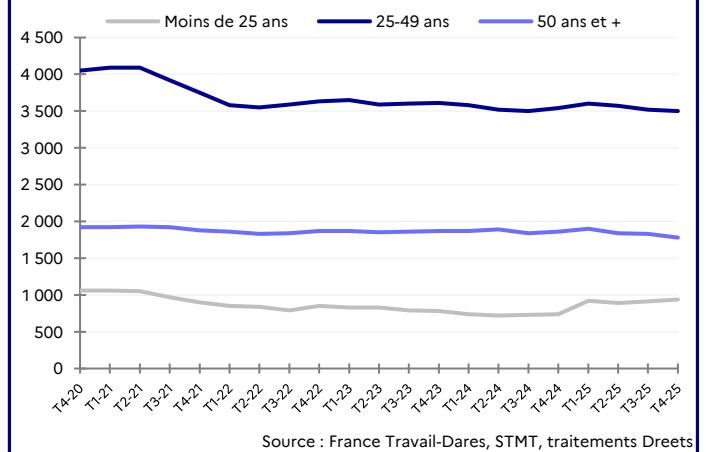
Les DELD forment 41 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 2,0 % par rapport au trimestre précédent.

À sein des deux catégories nouvellement créées, 360 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 840 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets



Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Lons-le-Saunier

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA) au lieu de l'établissement employeur

	T4	Cumul	Evol. (en %)
	2025	2025	cumul 25/cumul 24

Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :

PEC	s	35	-23,9
-----	---	----	-------

Mesures d'accompagnement :

PACEA	107	321	+47,2
CEJ	43	220	-12,7

Alternance (secteur privé) :

Entrées en apprentissage (au 3T2025)	869	945	-4,8
--------------------------------------	-----	-----	------

s : secret statistique

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreets - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

Lons-le-Saunier	T3	T3	T3
	2025	2024	2023
Equivalent emplois à temps plein	1 150	1 260	1 340
dont			
Agriculture	0	0	0
Industrie	630	690	690
Construction	220	260	300
Commerce	70	80	80
Services	230	230	270

Volume de travail temporaire (en ETP)

par secteur d'activité en A38

Ind. agro-alimentaires	230
Construction	220
Rép. et inst. de machines et équip.	100
Fab. de produits en caoutchouc, plastique	80
Commerce, réparation automobile	70

Guide de lecture :

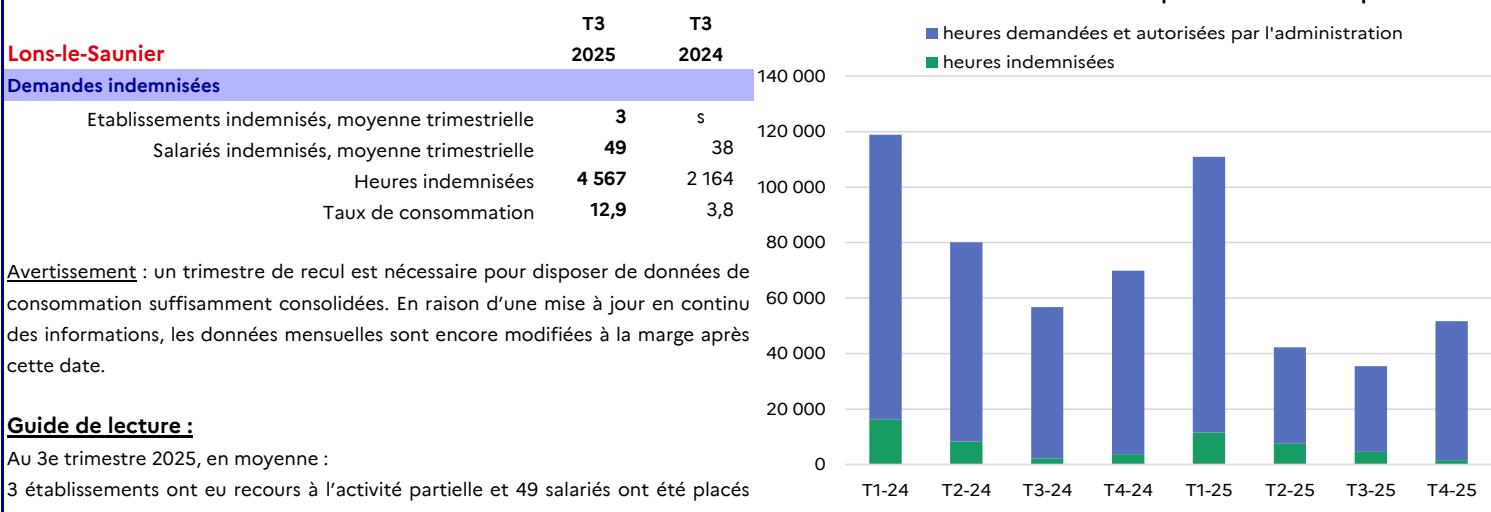
Au 3e trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 1 150 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 630 emplois (ETP), représentant environ 55 % du total. Ce nombre diminue de 9 % en un an. Le secteur des services suit avec 230 emplois (ETP), soit environ 20 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur est stable sur un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac (environ 230 ETP), construction (environ 220 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source: DGEFP, données provisoires au 23/01/2026

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires



Lons-le-Saunier

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

Lons-le-Saunier	T3		Au 3e trimestre 2025	Guide de lecture :
	2025	2024		
Embauches	8 570	9 432		<ul style="list-style-type: none"> Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
Contrats signés			8 570 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 862 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.	<ul style="list-style-type: none"> Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?
dont	CDD	7 273	7 844	Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 15 % des recrutements contre 17 % à la même période en 2024.
	CDI	1 297	1 588	
	Evol. CDD	-7,3 %	+6,7 %	
	Evol. CDI	-18,3 %	+8,0 %	
Départs	9 366	9 679		<ul style="list-style-type: none"> Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
Fins de CDD		7 592	7 844	7 592 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 66 % duraient moins d'un mois (69 % il y a un an à la même période).
dont CDD <1 mois		66 %	69 %	
Ruptures de contrat		1 774	1 835	<ul style="list-style-type: none"> Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?
démissions		767	880	1 774 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 61 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
lic. économiques		22	13	<ul style="list-style-type: none"> Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.
fins période d'essai		348	344	
retraite		83	113	
rupture conventionnelle		156	118	Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 43 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 5 % des ruptures, les licenciements économiques 9 %.
lic. non économiques		329	301	
autres		69	66	
Focus sur les jeunes		Focus sur les seniors		<ul style="list-style-type: none"> Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?
Embauches	Départs	Embauches	Départs	Ils représentent 50 % des embauches et 50 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 11 % ont signé un CDI.
4 246	4 652	1 540	1 727	<ul style="list-style-type: none"> La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?
Part des jeunes dans les embauches :	Part des jeunes dans les départs :	Part des seniors dans les embauches	Part des seniors dans les départs	Parmi les jeunes ayant quitté leur entreprise 56 % occupaient un CDD inférieur à un mois.
50 %	50 %	18 %	18 %	
Part CDI	Part CDD <1 mois	Part CDI	Part CDD <1 mois	
11 %	56 %	6 %	85 %	

Dynamique des secteurs entre 2023 et 2024

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

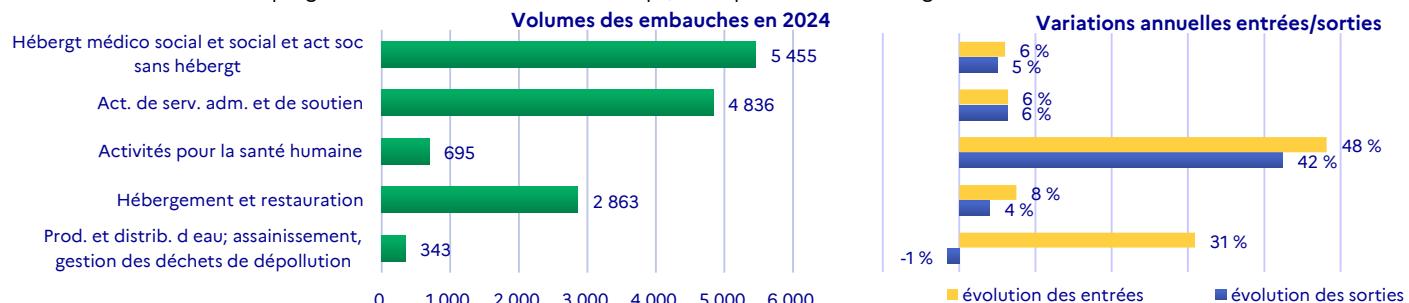
Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?

Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches dans le secteur progressent de 6 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 5 %.



Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?

La famille de métiers "aides-soignants" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches pour ces métiers progressent de 53,4 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 50 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Lons-le-Saunier

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2016	2022	Evol. 2022/2016	
	En valeur	En %		
Lons-le-Saunier	104 522	104 261	-261	-0,2
Jura	260 517	258 405	-2 112	-0,8
Région BFC	2 818 338	2 803 977	-14 361	-0,5

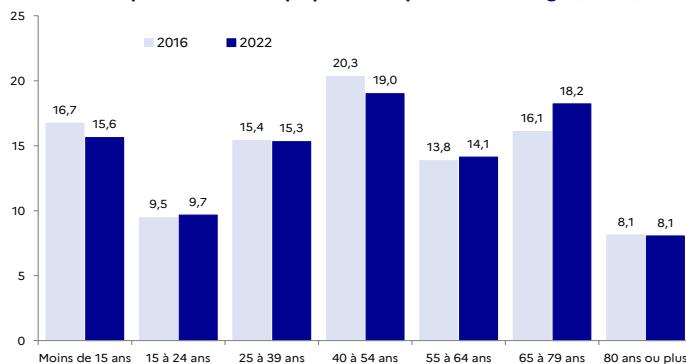
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

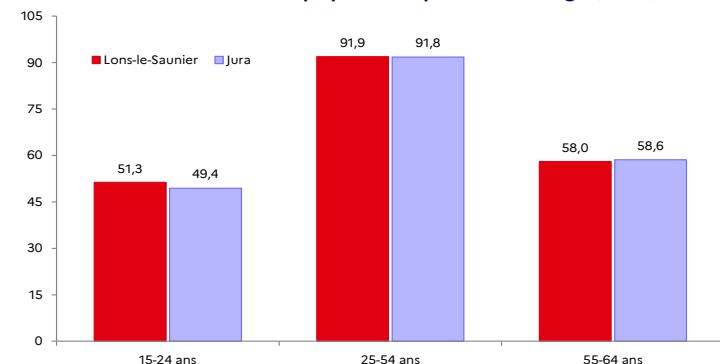
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016
	Lons-le-Saunier	46 716	46 591	-0,3	22 587	22 503	-0,4	41 926	42 689
Jura	118 088	117 132	-0,8	56 769	56 393	-0,7	105 268	107 034	+1,7
Région BFC	1 271 663	1 262 620	-0,7	612 424	609 041	-0,6	1 109 159	1 130 545	+1,9

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2024

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.
Lons-le-Saunier	2 509	7 491	495	9 910	76	6 694	6	2 197	3 086	26 292
Jura	5 616	16 793	1 094	22 056	186	16 807	12	5 206	6 908	60 863
Région BFC	54 528	163 930	11 566	232 376	2 082	199 387	201	90 414	68 377	686 106

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2024	2023	Evol. (en %)	2024	2023
Commerce, réparation automobile	5 198	5 181	+0,3	19,8	19,8
Héberg. médico social et social et act soc sans héberg.	2 598	2 531	+2,6	9,9	9,7
Construction	2 432	2 458	-1,1	9,2	9,4
Ind. agro-alimentaires	1 705	1 675	+1,8	6,5	6,4
Transports et entreposage	1 636	1 687	-3,0	6,2	6,5
Hébergement et restauration	1 226	1 138	+7,7	4,7	4,4
Activités juridiques, comptables	1 124	1 103	+1,9	4,3	4,2
Métallurgie et fab. de produits métalliques	1 022	1 005	+1,7	3,9	3,8
Rép. et inst. de machines et équip.	823	814	+1,1	3,1	3,1
Autres activités de services	705	710	-0,7	2,7	2,7
Fab. de produits en caoutchouc, plastique	679	698	-2,7	2,6	2,7
Prod. et distrib. d'eau; assainissement, gestion des déch.	675	619	+9,0	2,6	2,4
Toutes activités	26 292	26 116	+0,7	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Saint-Claude

Inscrits à France Travail				
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets				
Saint-Claude				
	T4 2025	Part	Evol. par rapport au T3 2025	T4 2024
Inscrits tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie A (données cvs-cjo)	2 090	100 %	+3,5	+4,0
<25 ans	320	15 %	+3,2	+14,3
25-49 ans	1 190	57 %	+4,4	+1,7
50 ans et +	590	28 %	+3,5	+5,4
Hommes	1 140	55 %	+2,7	+4,6
Femmes	950	45 %	+4,4	+4,4
Catégories ABC (données cvs-cjo)	3 860	100 %	+1,3	+3,2
<25 ans	550	14 %	+3,8	+10,0
25-49 ans	2 230	58 %	+0,5	+1,4
50 ans et +	1 080	28 %	+1,9	+2,9
Hommes	1 980	51 %	+0,0	+2,1
Femmes	1 880	49 %	+2,2	+4,4
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	1 680	44 %	+2,4	+8,4
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie D (données cvs-cjo)	180	-14,3	-5,3	
Catégorie E (données cvs-cjo)	190	+0,0	-17,4	
Catégorie F (données brutes)	140	/	/	
Catégorie G (données brutes)	330	/	/	

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 4e trimestre 2025

2 090 demandeurs d'emploi inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre augmente de 3,5 % sur un trimestre.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une hausse de 1,3 % par rapport au trimestre précédent.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 14 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre croît de 3,8 % par rapport au trimestre précédent.

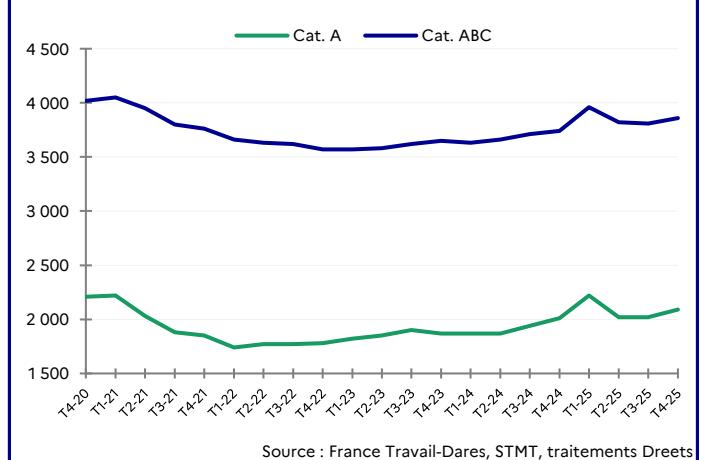
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 58 % du total. Leur nombre croît de 0,5 % par rapport au trimestre précédent.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 28 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre croît de 1,9 % par rapport au trimestre précédent.

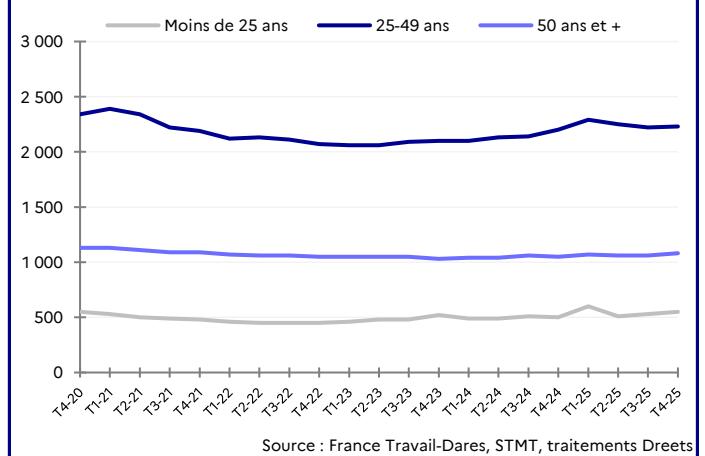
Les DELD forment 44 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 2,4 % par rapport au trimestre précédent.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 140 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 330 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Saint-Claude

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA) au lieu de l'établissement employeur

	Saint-Claude		
	T4	Cumul	Evol. (en %)
	2025	2025	cumul 25/cumul 24

Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :

PEC	s	10	-33,3
------------	---	----	-------

Mesures d'accompagnement :

PACEA	32	107	+33,8
CEJ	29	133	+15,7

Alternance (secteur privé) :

Entrées en apprentissage (au 3T2025)	235	260	-4,1
---	------------	------------	-------------

s : secret statistique

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreets - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

Saint-Claude	T3	T3	T3
	2025	2024	2023
Equivalent emplois à temps plein	690	680	760
dont			
Agriculture	0	0	0
Industrie	490	470	520
Construction	20	20	10
Commerce	20	20	20
Services	160	170	210

Volume de travail temporaire (en ETP)

par secteur d'activité en A38

Fab. de produits en caoutchouc, plastique	210
Rép. et inst. de machines et équip.	90
Métallurgie et fab. de produits métalliques	80
Act. de serv. adm. et de soutien	80
Fab. de matériels de transport	60

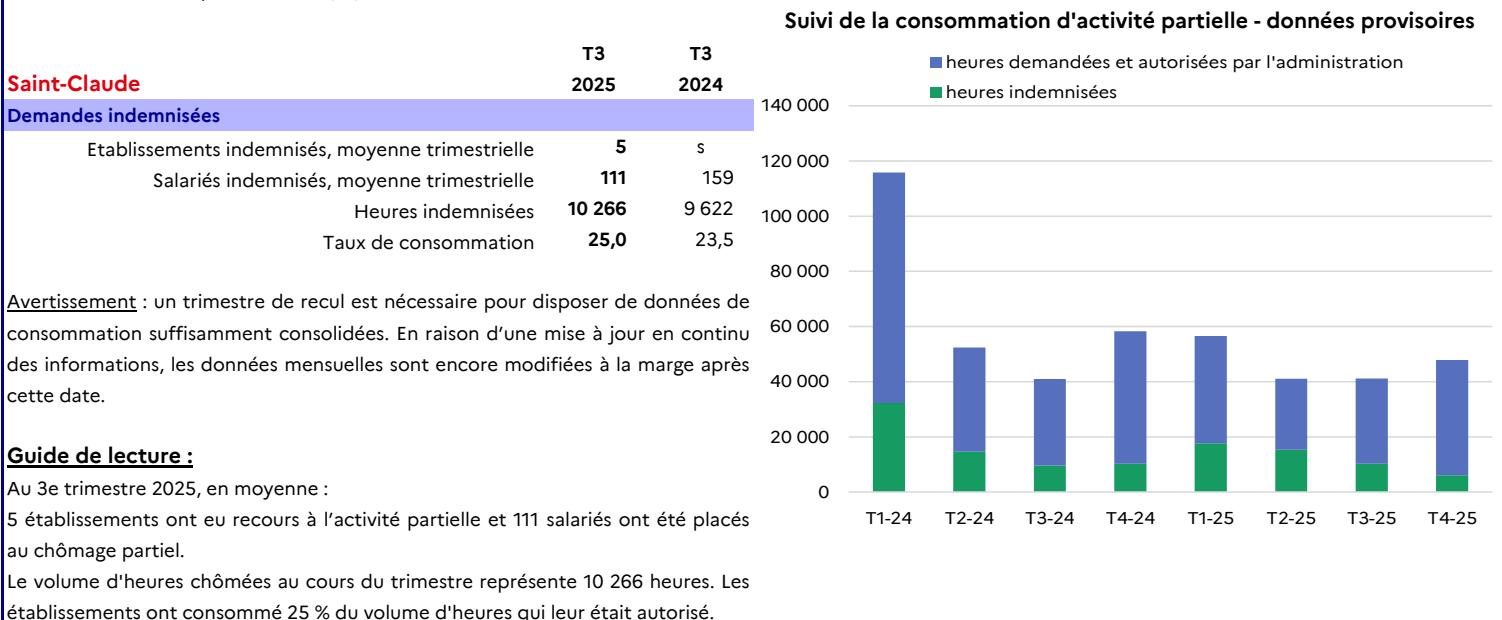
Guide de lecture :

Au 3e trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 690 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 490 emplois (ETP), représentant environ 71 % du total. Ce nombre augmente de 4 % en un an. Le secteur des services suit avec 160 emplois (ETP), soit environ 23 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur diminue de 6 % en un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques (environ 210 ETP), autres industries manufacturières; réparation et installation de machines et d'équipements (environ 90 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source: DGEFP, données provisoires au 23/01/2026



Saint-Claude

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

Saint-Claude	T3		Au 3e trimestre 2025	Guide de lecture :
	2025	2024		
Embauches	2 376	2 122		<ul style="list-style-type: none"> Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
Contrats signés			2 376 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 254 en plus par rapport à l'an dernier à la même période.	<ul style="list-style-type: none"> Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?
dont	CDD	1 926	1 704	Les embauches en CDI augmentent. La part des CDI s'élève à 19 % des recrutements contre 20 % à la même période en 2024.
	CDI	450	418	
	Evol. CDD	+13,0 %	+5,1 %	
	Evol. CDI	+7,7 %	-10,5 %	
Départs	2 700	2 291		<ul style="list-style-type: none"> Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
Fins de CDD		2 060	1 718	2 060 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 56 % duraient moins d'un mois (54 % il y a un an à la même période).
dont CDD <1 mois		56 %	54 %	
Ruptures de contrat		640	573	<ul style="list-style-type: none"> Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?
démissions		274	259	640 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 67 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
lic. économiques		5	5	<ul style="list-style-type: none"> Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.
fins période d'essai		99	108	
retraite		41	43	
rupture conventionnelle		73	53	Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 43 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 6 % des ruptures, les licenciements économiques 11 %.
lic. non économiques		105	98	
autres		43	7	
Focus sur les jeunes		Focus sur les seniors		<ul style="list-style-type: none"> Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?
Embauches	Départs	Embauches	Départs	Ils représentent 51 % des embauches et 48 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 13 % ont signé un CDI.
1 210	1 299	362	484	<ul style="list-style-type: none"> La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?
Part des jeunes dans les embauches :	Part des jeunes dans les départs :	Part des seniors dans les embauches	Part des seniors dans les départs	Parmi les jeunes ayant quitté leur entreprise 50 % occupaient un CDD inférieur à un mois.
51 %	48 %	15 %	18 %	
Part CDI	Part CDD <1 mois	Part CDI	Part CDD <1 mois	
13 %	50 %	9 %	72 %	

Dynamique des secteurs entre 2023 et 2024

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

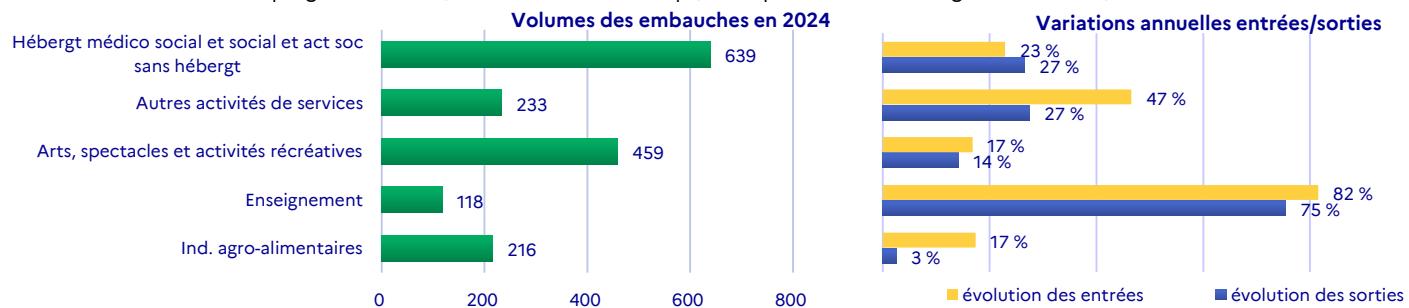
Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?

Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches dans le secteur progressent de 22,9 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 26,6 %.

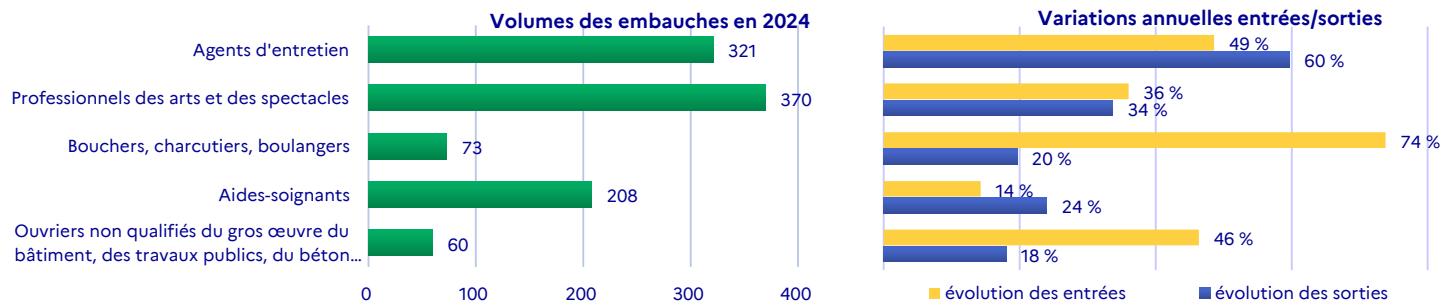


Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?

La famille de métiers "agents d'entretien" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches pour ces métiers progressent de 48,6 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 59,7 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Saint-Claude

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2016	2022	Evol. 2022/2016	
	En valeur	En %		
Saint-Claude	49 749	48 083	-1 666	-3,3
Jura	260 517	258 405	-2 112	-0,8
Région BFC	2 818 338	2 803 977	-14 361	-0,5

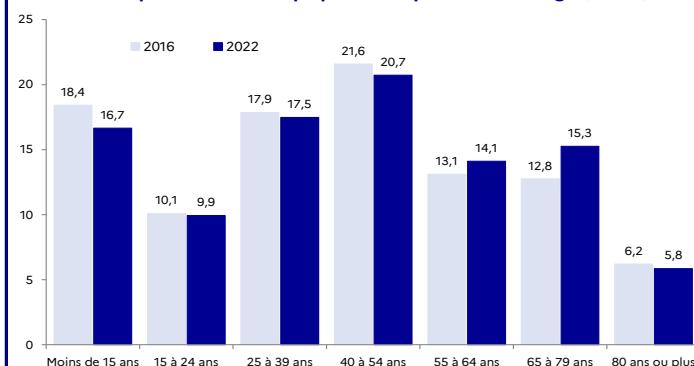
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

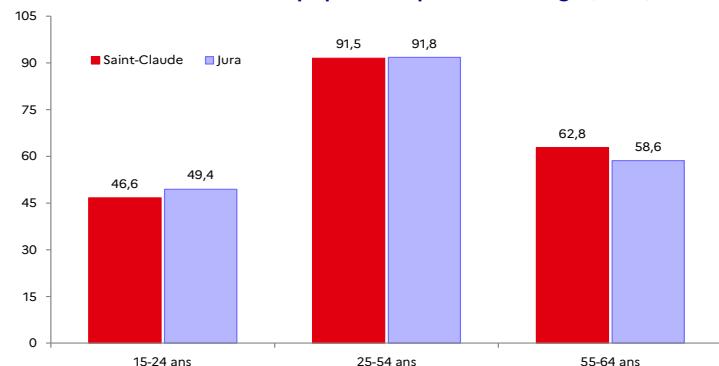
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016
	Saint-Claude	24 219	23 295	-3,8	11 409	10 901	-4,5	21 337	21 156
Jura	118 088	117 132	-0,8	56 769	56 393	-0,7	105 268	107 034	+1,7
Région BFC	1 271 663	1 262 620	-0,7	612 424	609 041	-0,6	1 109 159	1 130 545	+1,9

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2024

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre établs	Nbre sal.	Nbre établs	Nbre sal.	Nbre établs	Nbre sal.	Nbre établs	Nbre sal.	Nbre établs	Nbre sal.
Saint-Claude	954	2 863	178	3 666	38	3 627	0	0	1 170	10 156
Jura	5 616	16 793	1 094	22 056	186	16 807	12	5 206	6 908	60 863
Région BFC	54 528	163 930	11 566	232 376	2 082	199 387	201	90 414	68 377	686 106

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2024	2023	Evol. (en %)	2024	2023
Saint-Claude					
Fab. de produits en caoutchouc, plastique	1 370	1 407	-2,6	13,5	13,6
Commerce, réparation automobile	1 361	1 367	-0,4	13,4	13,2
Rép. et inst. de machines et équip.	1 269	1 225	+3,6	12,5	11,9
Métallurgie et fab. de produits métalliques	837	848	-1,3	8,2	8,2
Hébergement et restauration	670	613	+9,3	6,6	5,9
Construction	661	679	-2,7	6,5	6,6
Transports et entreposage	526	588	-10,5	5,2	5,7
Activités juridiques, comptables	515	554	-7,0	5,1	5,4
Héberg. médico social et social et act soc sans héberg.	461	442	+4,3	4,5	4,3
Travail du bois, ind. du papier et imprimerie	364	367	-0,8	3,6	3,6
Intérim	274	395	-30,6	2,7	3,8
Fab. de matériels de transport	226	253	-10,7	2,2	2,4
Toutes activités	10 156	10 330	-1,7	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Principaux indicateurs

CLPE du Jura

	Dole	Lons-le-Saunier	Saint-Claude	Jura	BFC
Inscrits à France Travail au 4ème Trim. 2025					
Catégorie A (données CVS-CJO)	3 650	3 120	2 090	8 870	113 420
Evol. (en %) sur 1 Trim.	+6,7	+2,3	+3,5	+4,5	+3,8
Evol. (en %) sur 1 an	+15,1	+7,2	+4,0	+9,6	+6,8
Catégories ABC (données CVS-CJO)	7 070	6 220	3 860	17 160	207 610
Evol. (en %) sur 1 Trim.	+2,2	-0,6	+1,3	+1,0	+1,1
Evol. (en %) sur 1 an	+6,0	+1,3	+3,2	+3,6	+3,9
Inscrits depuis 1 an ou plus	3 100	2 580	1 680	7 360	94 330
Catégorie D (données CVS-CJO)	440	330	180	950	12 300
Catégorie E (données CVS-CJO)	330	490	190	1 020	13 000
Catégorie F (données brutes)	370	360	140	860	14 505
Catégorie G (données brutes)	1 000	840	330	2 160	21 882
Entrées dans les dispositifs au 4ème Trim. 2025					
PEC	16	s	s	30	198
Cumul 2025	48	35	10	94	865
PACEA	81	107	32	220	3 655
Cumul 2025	275	321	107	703	11 887
CEJ	78	43	29	150	2 042
Cumul 2025	277	220	133	630	10 342
Apprentissage (secteur privé) au 3T2025	890	869	235	1 994	22 234
Cumul 2025	959	945	260	2 164	24 520
Recours à l'intérim au 3ème Trim. 2025					
Equivalent emplois à temps plein	1 250	1 150	690	3 090	32 420
Evol. (en %) sur 1 an	-5,3	-8,7	+1,5	-5,2	-0,4
Recours à l'activité partielle au 3ème Trim. 2025					
Heures indemnisées	3 529	4 567	10 266	18 362	102 441
Evol. (en nbre) sur 1 an	+2 166	+2 402	+644	+5 212	-126 562
Embauches et départs au 3ème Trim. 2025					
Embauches	6 838	8 570	2 376	17 784	225 331
Evol. (en %) sur 1 an	-4,5	-9,1	+12,0	-5,0	-0,5
Départs	7 493	9 366	2 700	19 559	236 452
Evol. (en %) sur 1 an	+2,0	-3,2	+17,9	+1,3	+4,4
Démographie - Population active (RP 2022)					
Population totale	106 061	104 261	48 083	258 405	2 803 977
Evol. 2022/2016	-0,2	-0,2	-3,3	-0,8	-0,5
Actifs de 15 à 64 ans	47 245	46 591	23 295	117 132	1 262 620
Evol. 2022/2016	+0,2	-0,3	-3,8	-0,8	-0,7
Actifs en emploi de 15 à 64 ans	43 190	42 689	21 156	107 034	1 130 545
Evol. 2022/2016	+2,8	+1,8	-0,8	+1,7	+1,9
Structure de l'emploi salarié total fin 2023					
Source : Insee-Flores					
Nombre de salariés	34 037	38 566	13 132	85 735	970 781
Part (en %) dans :					
Agriculture	1,9	2,1	0,8	1,8	1,9
Secteur public	23,6	27,4	22,4	25,1	25,9
Secteur privé (hors agriculture) :	74,5	70,5	76,8	73,1	72,3
Industrie	20,8	19,4	33,9	8,5	17,4
Construction	7,2	6,2	5,1	6,4	5,6
Commerce	14,8	13,6	10,6	13,6	13,3
Services marchands	21,9	20,2	20,4	34,6	24,7
Services non marchands	9,9	11,0	6,8	9,9	11,2